

FEDERATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE

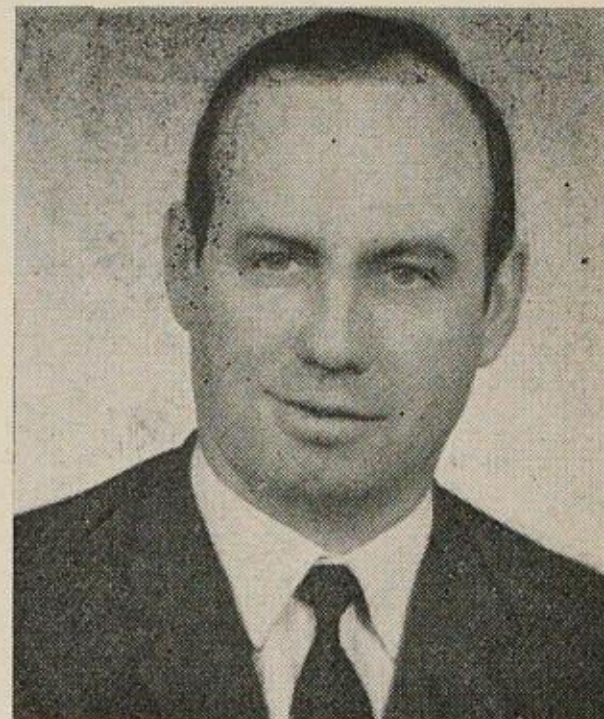


Madeleine DESMEDT

Conseiller Municipal S.F.I.O. de Saint-Denis
Secrétaire de la Section F.G.D.S.
de Saint-Denis

regroupant sous la présidence
de François MITTERRAND :

- LE PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.
- LE PARTI RADICAL-SOCIALISTE
- LA CONVENTION DES INSTITUTIONS
REPUBLICAINES
- LES CLUBS



André TRIBOUT

Contrôleur de Travaux E.D.F.
Membre de la Commission Exécutive
de la Fédération Seine-Saint-Denis F.G.D.S.

Madame, Monsieur,
Dionysiennes, Dionysiens,

DEPUIS DIX ANS, une minorité qui, avec moins de 38 % des suffrages, ne représente même pas 30 % du corps électoral, détient la majorité des sièges à l'Assemblée Nationale et gouverne le pays à sa guise.

DEPUIS DIX ANS, cette minorité au pouvoir, s'arroge le monopole des propositions de lois devant venir en discussion devant le Parlement et fait taire la voix des porte-parole de plus des deux tiers de nos concitoyens.

DEPUIS DIX ANS, sourde à toute suggestion, refusant toute discussion, la minorité au pouvoir s'enferme dans un immobilisme conservateur et routinier qu'elle dénomme « stabilité », et à l'époque des avions supersoniques, conserve immuablement les conceptions économiques et sociales déjà en vigueur au temps des fiacres et des diligences.

DEPUIS DIX ANS, la minorité au pouvoir a lourdement failli à la tâche essentielle de tout gouvernement digne de ce nom : « PREVOIR » car elle n'a pas su envisager et encore bien moins concevoir, puis préparer, l'indispensable évolution de nos institutions économiques et sociales en fonction de l'évolution progressive des techniques scientifiques et industrielles.

DEPUIS DIX ANS, la minorité au pouvoir avait le DEVOIR, tant dans l'intérêt de la Nation que de celui des citoyens, de promouvoir l'indispensable adaptation de nos institutions aux impératifs du monde moderne.

DEPUIS DIX ANS, la minorité qui gouverne avait le POUVOIR de procéder à ces salutaires réformes puisqu'elle a bien su et pu, dans d'autres domaines, réaliser celles conformes aux intérêts de ses membres provoquant par contre-coup le démantèlement de la Sécurité sociale, le chômage et le sous-emploi des travailleurs, l'accroissement des difficultés des artisans et des commerçants, la détresse des personnes âgées, le désespoir de la jeunesse.

DEPUIS DIX ANS, ayant le DEVOIR et disposant du POUVOIR, si la minorité qui gouverne n'a pas réalisé ni même envisagé ce plan primordial de réformes c'est parce qu'il lui manquait une chose essentielle : LA VOLONTE de l'accomplir.

AUJOURD'HUI, parce que dans les villes et les campagnes des millions d'étudiants et de travailleurs intellectuels ou manuels, jusqu'ici totalement ignorés, clament leur indignation, le loup s'efforce soudain de faire croire qu'il est devenu berger, et promettant d'envisager DEMAIN ce qu'il n'a pas réalisé HIER, patelin, sollicite pour ce faire encore plus de puissance.

L'expérience des dix années passées préfigure trop sûrement l'avenir pour qu'il soit encore possible d'être dupe. Ce qui n'a pas été accompli HIER ne le sera pas davantage DEMAIN par le pouvoir actuel qui n'a nullement la volonté de s'engager dans la voie des réelles réformes souhaitées par nos concitoyens, ce programme étant contraire à l'esprit conservateur et routinier qui l'anime.

La véritable rénovation des structures économiques et sociales, seule capable de donner à notre pays la vraie place à laquelle il a droit dans le monde moderne ne saurait résulter de quelques concessions hâtivement improvisées en fonction des circonstances, pas plus qu'elle ne saurait se traduire par quelques formules imprécises empruntées au vocabulaire désuet du paternalisme capitaliste.

DEPUIS DIX ANS, notre pays, en proie à une véritable évolution régressive, croupit dans un immobilisme routinier.

AUJOURD'HUI, il réclame la politique dynamique et de progrès dont il a besoin.

Cette transformation fondamentale ne peut être valablement accomplie que par ceux qui l'ont conçue et qui ont la volonté déterminée de la réaliser pour le bonheur de tous.

POUR UNE VERITABLE REFORME DES STRUCTURES

P O U R L A J U S T I C E S O C I A L E

V O T E Z FEDERATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE

VOTEZ Madeleine DESMEDT

André TRIBOUT suppléant

Aux improvisations hâtives, de portée fragmentaire et de contenu fort vague que le pouvoir offre en soi-disant solution aux seuls problèmes brusquement venus récemment à l'ordre du jour :

Au silence de ce pouvoir quant aux voies et moyens qu'il envisage pour résoudre les autres problèmes, étroitement liés aux précédents, qui, pour n'avoir pas encore été brutalement posés, n'en réclament pas moins des solutions équitables et rapides ;

LA FEDERATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE

o p p o s e

UN PROGRAMME REFLECHI COMPLET ET PRECIS

fournissant des solutions à l'ensemble des problèmes que pose la réforme des structures et des institutions de la Nation en vue de leur adaptation aux conditions de la vie moderne.

LORS DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES DE DECEMBRE 1965 François MITTERRAND, candidat unique de la gauche, proposait de :

« Construire une démocratie véritable dotée d'institutions stables tournée vers l'expansion et le progrès décidée à imposer, en toutes circonstances, la JUSTICE SOCIALE, notamment en donnant des chances égales, dès l'école et par l'école, à tous les enfants de notre pays. »

LORS DES ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1967, tout le programme de la F.G.D.S. se trouvait rassemblé dans cette formule :

« POUR CHACUN : • Une école • Un toit • Un emploi. « POUR TOUS : LA JUSTICE SOCIALE.

résumant très brièvement les grandes options contenues dans le programme de la F.G.D.S. du 15 juillet 1966.

SI LE PROGRAMME PROPOSE PAR LA F.G.D.S. AVAIT PU ETRE APPLIQUE, LA CRISE ACTUELLE AURAIT ETE EVITEE CAR LES REFORMES QUE NOS CONCITOYENS RECLAMENT SONT CELLES QUE DES 1966 LA F.G.D.S. ESTIMAIT ET ESTIME TOUJOURS INDISPENSABLES.

EN CE QUI CONCERNE L'ENSEIGNEMENT :

« Pour la Fédération de la Gauche, la priorité des priorités c'est l'enseignement, la recherche, la culture. »

« On ne passe pas d'un enseignement de caste à un enseignement de masse sans une transformation totale dans la structure et dans les méthodes de l'enseignement. »

« La gestion interne des institutions éducatives - Université et Ecole - doit être assurée en commun d'une part, par les enseignants et d'autre part, dans les Universités, par les étudiants, dans les écoles par les parents d'élèves. »

« Cette politique est indissociable d'une politique de la jeunesse qui laisse assumer par les jeunes et leurs mouvements des responsabilités réelles. Ces responsabilités s'exercent par l'abaissement de la majorité civile et civique à 18 ans.

EN CE QUI CONCERNE LES TRAVAILLEURS ET L'EMPLOI :

« Ce qui est en jeu c'est le niveau de vie, la sécurité, la dignité des travailleurs. »

« La F.G.D.S. redonnera vie à la discussion des conventions collectives assurée ainsi de donner aux travailleurs, non des avantages nominaux rapidement repris par l'inflation, mais une augmentation constante de leur part dans le produit de la Nation. »

« La sécurité de l'emploi c'est la certitude de tenir un emploi sans cesse plus productif et mieux rémunéré. »

« Dans toutes les entreprises, il est urgent de rendre aux travailleurs le sentiment qu'ils se trouvent chez eux. »

« L'abrogation des restrictions au droit de grève,

« L'extension des attributions des comités d'entreprises,

« La reconnaissance de la section syndicale,

« La réforme de l'entreprise elle-même,

« Une majorité de gauche s'attachera à une politique de planification démocratique qui :

1° — Appellera les travailleurs et les producteurs à participer aux décisions :

2° — Se fixera comme objectif une expansion continue dans le plein emploi et la stabilité des prix. »

voilà les projets qui seront mis en œuvre en coopération avec les syndicats pour assurer la place éminente et la dignité des travailleurs dans la Nation. »

EN CE QUI CONCERNE LA RADIO ET LA TELEVISION :

« Que devient le droit à l'information (aussi sacré que celui à l'instruction) depuis que la radio-télévision n'est plus que l'instrument de la propagande gouvernementale ?

« Les formations politiques auront un accès équitable au micro et à l'écran.

« Les opinions exprimées au Parlement, dans la presse et dans les syndicats seront impartialement diffusées. »

EN CE QUI CONCERNE LES AUTRES DOMAINES :

Le programme de la F.G.D.S., constituant un véritable programme de rénovation des structures et des institutions, a essentiellement pour objet l'instauration d'une véritable démocratie politique et économique où règne la JUSTICE SOCIALE.

Pour que puisse régner cette JUSTICE SOCIALE, aucune catégorie de nos concitoyens (même celles ayant le moins de possibilités de faire entendre leurs voix) n'a été oubliée.

C'est pourquoi, des solutions ont été également recherchées et fournies en ce qui concerne notamment :

— la promotion de la femme et ses droits, aussi bien à la maternité heureuse (donc volontaire), qu'à l'égalité des salaires ;

— les personnes âgées et leurs droits à une vieillesse heureuse par participation au développement du bien-être national ;

— les anciens combattants et leurs droits garantis par le rapport constant ;

— les rapatriés ou spoliés et leurs droits à indemnisation sur la base de la loi de 1946 concernant les dommages de guerre ;

— les commerçants et artisans et leurs droits au plein épanouissement de leurs activités dans une économie dynamique d'investissements productifs.

OUI la crise actuelle aurait pu être EVITEE SI LE PROGRAMME DE LA F.G.D.S., QUI REpond PAR AVANCE AUX ASPIRATIONS ET AUX BESOINS DU PAYS, AVAIT ETE APPLIQUE.

Evitez que s'ouvrent d'autres crises en prévoyant, dès à présent, les remèdes qui s'imposent.

Vous qui refusez l'immobilisme routinier,

Vous qui voulez une action continue dans la voie du PROGRES,

Vous qui souhaitez la JUSTICE SOCIALE dans une véritable démocratie économique et politique, entièrement au service de l'homme,

Confiez, à ceux qui ont su concevoir le programme des réformes que vous attendez, le soin de le mettre en application.

VOTEZ FEDERATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE

V O T E Z Madeleine DESMEDT

André TRIBOUT, Suppléant éventuel.